



**SAINT-DENIS
DE LA RÉUNION**
1 & 2 juillet
2021

7^{ème} édition

Conférence internationale de la Fondation

La transition humanitaire dans l'océan Indien

Acteurs, enjeux, éthique

FONDATION
croix-rouge française

| Pour la recherche humanitaire et sociale



Conférence internationale 2021

Mobiliser les savoirs dans le champ de l'action humanitaire et de l'action sociale et stimuler le débat avec leurs parties prenantes sont deux axes prioritaires de la mission de la Fondation Croix-Rouge française pour faire évoluer l'action dans un dialogue ouvert permanent. Dans cette perspective, elle co-organise annuellement une Conférence internationale dans un pays concerné par des enjeux humanitaires et de développement, en partenariat avec l'Institut de la recherche pour le développement (IRD), le secteur universitaire local et les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Après Dakar en 2014, Abidjan en 2015, Antananarivo en 2016, Beyrouth en 2017, Yaoundé en 2018 et Nairobi en 2019, c'est au tour de la région sud-ouest de l'océan Indien d'accueillir la Conférence 2021 les 1er et 2 juillet prochains, co-organisée par la représentation locale de l'IRD, la Croix-Rouge française et sa plateforme d'intervention régionale dans l'océan Indien (PIROI) et l'université de la Réunion.

Rassemblant pendant deux jours près de 100 personnalités et experts de l'aide internationale, de la solidarité et de l'économie sociale et solidaire autour de six tables rondes, cette conférence mettra en résonance les réflexions et les pratiques des acteurs locaux, nationaux et internationaux, dans le but de préciser les réalités et les défis du dispositif humanitaire dans l'océan Indien, les modalités de sa transition humanitaire et le questionnement éthique s'y rapportant.

Comité scientifique

Pascale Chabanet, Directrice de l'IRD à La Réunion. Docteure en écologie marine

Christiane Rafidinarivo, Docteure Habilitée à Diriger des Recherches en Science politique - LCF université de La Réunion / CEVIPOF Sciences Po

Eric Sam-Vah, Adjoint au chef de délégation de la PIROI

François Taglioni, Professeur des universités à l'université de La Réunion

Virginie Troit, Directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française



Transition humanitaire dans l'océan Indien

Acteurs, enjeux, éthique



Université de La Réunion / IRD
Amphithéâtre A177
Parc technologique universitaire
2 rue Joseph Wetzell
97495 Sainte Clotilde Cedex

Editoriaux



Pr Jean-Jacques ELEDJAM

Président de la Croix-Rouge française



© Rémael Stéphane
/ LaCompany

Croix-Rouge française

D'ici 2050, 200 millions de personnes pourraient avoir besoin d'une aide humanitaire internationale chaque année, à la suite d'une combinaison de catastrophes liées au climat et de l'impact socio-économique du changement climatique. Ce constat est particulièrement urgent dans la région sud-ouest de l'océan Indien, où les populations des petits États insulaires et des zones côtières densément peuplées, sont considérées comme très exposées. En 2000, la Croix-Rouge française a créé la Plateforme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien (PIROI) pour répondre au constat de la vulnérabilité des populations de la zone. Elle est composée des différents membres du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ; notamment les Sociétés nationales des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles, de Tanzanie, du Mozambique et de France (La Réunion et Mayotte). Son programme a pour objectif principal de contribuer à réduire l'impact des catastrophes liées aux aléas naturels et sanitaires et aux effets du changement climatique sur les populations. La PIROI mène des activités intégrées au cycle de gestion des catastrophes, comprenant la prévention des risques de catastrophes, la préparation aux désastres, la réponse aux urgences et la réhabilitation post-urgence.

En 2019, un rapprochement entre la PIROI et la Fondation Croix-Rouge s'est naturellement consolidé autour de la signature d'un partenariat, avec le soutien de bourses de recherche pour améliorer la qualité des actions sur le terrain et mettre en réseau les chercheurs, les décideurs et les gestionnaires de catastrophes. L'organisation de cette Conférence dans l'océan Indien s'inscrit comme l'un des jalons de cette coopération. La Fondation peut compter sur l'ancrage et l'expertise de la PIROI pour faire converger les intelligences et la connaissance au service de la gestion des risques dans la zone sud-ouest de l'océan Indien.



Françoise FROMAGEAU

Vice-Présidente de la Fondation

**FONDATION
croix-rouge française**

| Pour la recherche humanitaire et sociale



Fondation Croix-Rouge française

Presque 18 mois, une crise sanitaire mondialisée, durable nous fait percevoir que la transition annoncée, qu'elle soit écologique, économique, démographique, climatique, numérique s'amorce sur un rythme accéléré, rythme qui bouscule au quotidien nos points de repère et qui nous incite collectivement et individuellement à réinventer et à adapter nos modes de vie. Cette crise révèle également des inégalités sociales qui se creusent et rendent encore plus vulnérables les populations précarisées. Cette crise questionne également la légitimité et l'efficacité des politiques publiques de solidarité nationale et internationale.

Le Mouvement Croix-Rouge Croissant-Rouge partage une vision et une stratégie pour la décennie à venir qui conforte l'idée d'une nécessaire anticipation pour prévenir les impacts des transitions sur les publics vulnérables et de laisser place à la participation active et citoyenne des parties prenantes. La Croix-Rouge française et la Fondation Croix-Rouge française prennent leur place dans cette mobilisation solidaire et ouverte sur le monde et construisent leur stratégie à partir de ces valeurs universelles et partagées en cohérence avec nos Principes¹ ; c'est l'une des ambitions de la Conférence internationale des 1 et 2 juillet prochains qui se tiendra à La Réunion et qui s'appuiera sur les expertises de nos partenaires qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux. Faire Territoire Solidaire en tenant compte de l'éducation et de l'émancipation des populations locales ; Construire des espaces de Coopération où chacun puisse trouver sa place dans le respect et la reconnaissance de l'autre ; Consolider notre connaissance partagée et Co-construire des projets communs dans l'intérêt général des territoires et de leurs habitants, c'est le fil rouge de notre Conférence.

Un grand merci à nos partenaires membres du Conseil Scientifique (l'IRD, l'Université de la Réunion, et la PIROI) et à tous les participants pour ces jours de travail et d'échange qui permettront de consolider les bases d'une réflexion commune et de futures actions concertées pour accompagner durablement ces transitions annoncées.

¹ Les sept principes fondamentaux révisés sont contenus dans les statuts du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ces principes sont les suivants : Humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité, et universalité.

Editoriaux



Pascale CHABANET

Représentante de l'IRD à la Réunion



Institut de Recherche pour le Développement à La Réunion

La région sud-ouest océan Indien est une zone de contrastes, qui comprend des territoires français d'Outre-Mer (Réunion, Mayotte), un pays émergent (Afrique du Sud), des pays intermédiaires (Zimbabwe) et des pays moins avancés parmi les plus pauvres de la planète (Madagascar, Mozambique). Sur l'ensemble de la zone, ces disparités présentent de nombreux facteurs de risques sanitaires qui peuvent donner lieu à des épidémies et à des drames humanitaires dès lors qu'ils sont accompagnés de violences avec déplacement de la population. Les enjeux environnementaux sont également à prendre en compte, notamment pour les petits États insulaires extrêmement vulnérables aux changements climatiques dans cette région à dominante océanique. Dans ce contexte de mutations rapides des écosystèmes sous l'effet croissant des pressions anthropiques et climatiques, la science et l'innovation sont des leviers de développement durable des pays quel que soit leur niveau de richesse. Pour accompagner ses partenaires du Sud, l'IRD s'appuie sur la science de la durabilité qui privilégie l'interdisciplinarité et une démarche multi-acteurs pour mieux comprendre les interactions entre environnement, santé et sociétés, apporter des éléments de réponse et des solutions idoines aux défis majeurs des objectifs de développement durable.

Résolument ancrée au Sud, la recherche pour le développement de l'IRD s'appuie sur les écosystèmes locaux et un réseau de représentations garantissant un dialogue et une co-construction des programmes avec l'ensemble des parties prenantes. A La Réunion, fort de ses programmes de recherche axés sur i) la préservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources, ii) l'anticipation et la gestion des effets du changement climatique, iii) l'amélioration de la santé des populations et iv) l'évolution des sociétés, l'IRD se réjouit de co-organiser avec la Fondation Croix-Rouge française la Conférence internationale sur la transition humanitaire dans l'océan Indien.



Gilles LAJOIE

Président du Conseil académique



Université de la Réunion

La transition humanitaire dans le sud-ouest de l'océan Indien revêt des caractères particuliers tant on imagine cette région à l'écart des grandes catastrophes humaines. Et pourtant, à y regarder de plus près, un certain nombre de paramètres se conjuguent dans les pays et territoires de l'espace indianocéanique pour les rendre vulnérables et en demande d'aides humanitaires. Les pays et territoires de la région, en dépit de leur niveau de développement humain variable, sont tous définitivement au cœur d'une zone humanitairement sensible. L'étude de la transition humanitaire fournit un cadre d'analyse propice à la mesure des inégalités de développement entre les pays qui connaissent un creusement des inégalités plutôt qu'une convergence. Les acteurs, nombreux, issus des organisations nationales, régionales, internationales ou encore de la société civile se mobilisent avec des succès variables : l'objet de cette Conférence internationale étant aussi d'en faire état.

S'agissant de l'université de La Réunion et de ses proches partenaires que sont les organismes de recherche, les actions en direction des pays de la région se concrétisent par des actions ponctuelles de formation à l'humanitaire dans chacune des Unités de formation et de recherche, tant au niveau des licences, des masters, des écoles doctorales que de la Direction des relations internationales et par l'accueil d'étudiants étrangers issus de la région, dans la seule université francophone française et européenne de la zone. Elles se lisent également dans les programmes de recherche en sciences sociales et humaines comme en sciences, technologies, santé qui s'incarnent dans des applications pratiques pour contribuer à l'amélioration du développement humain.

Les défis à relever dans le sud-ouest de l'océan Indien sont grands et la crise sanitaire majeure de la Covid-19 est une épreuve supplémentaire pour chaque État et territoire de la région. En mars 1968, Martin Luther King déclarait « Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots ». L'université de La Réunion est très heureuse et honorée d'accueillir dans ses murs cette Conférence internationale à l'initiative de la Fondation Croix-Rouge française, qui œuvre notamment pour susciter le débat et promouvoir justement ce vivre ensemble indispensable à l'avenir de l'humanité.

Programme : Jour 1

Jeudi 1^{er} juillet 2021

Le programme en bref

9.00	Accueil des participants
9.30	Cérémonie d'ouverture M. Marcel ESCURE , Ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'océan Indien. M. Vêlayoudom MARIMOUTOU , Secrétaire Général de la COI M. Jean-Christophe COMBE , Directeur Général de la Croix-Rouge française Mme. Pascale CHABANET , Représentante de l'Institut de Recherche pour le Développement à La Réunion M. Frédéric MIRANVILLE , Président de l'université de La Réunion
10.30	Pause
10.45	Table Ronde n°1 « Quelle transition humanitaire dans l'océan Indien ? »
12.45	Déjeuner
14.00	Table ronde n°2 « Organiser la coopération régionale : un enjeu humanitaire »
15.45	Pause
16.00	Table ronde n°3 « L'institutionnalisation de la réponse aux catastrophes : pari réussi ? »
17.45	Fin de la première journée

Programme : Jour 2

Vendredi 2 juillet 2021

Le programme en bref

- 9.00 • Accueil des participants
- 9.30 • **Propos introductif : Ethique et savoirs : préparer l'université et la société civile à penser aujourd'hui les actions de demain**
• **M. Thierry MALBERT**, Docteur en Anthropologie, Maître de Conférences en Sciences de l'éducation à l'Université de La Réunion
• **Mme. Virginie TROIT**, Directrice générale de la Fondation Croix-rouge française
- 9.45 • **Table ronde n°4 « Accès à la santé et réponse aux épidémies : approche communautaire et santé publique »**
- 11.15 • Pause
- 11.30 • **Table Ronde n°5 « L'acquisition d'une culture du risque pérenne par les populations : limites et leviers d'action »**
- 13.00 • Déjeuner
- 14.00 • **Table ronde n°6 « Les sciences au service de l'action humanitaire : comment renforcer les liens entre les acteurs scientifiques et opérationnels dans l'océan Indien ? »**
- 16.00 • Pause
- 16:15 • **La transition humanitaire, perspectives de la jeunesse**
- 16:30 • Cérémonie de clôture
• M. Gilles LAJOIE, Président du Conseil académique de l'université de La Réunion
• Mme. Florine CLOMEGAH, Deputy Régional Director FICR
• Mme. Françoise FROMAGEAU, Vice-président de la Fondation Croix-Rouge
• M. Jacques BILLANT, Préfet de La Réunion

Les tables rondes

Jeudi 1^{er} juillet

10:45 - 12:45 Table Ronde n°1 « Quelle transition humanitaire dans l'océan Indien ? »

- **Modérateurs :** Virginie TROIT, Directrice de la Fondation Croix-Rouge française et François TAGLIONI, Professeur des universités et Directeur de Master en Géographie

Cette table ronde vise à fournir des éléments de cadrage sur les formes et les pratiques de la transition humanitaire dans les îles du sud-ouest de l'océan Indien. En effet, la juxtaposition d'aléas climatiques, de risques de catastrophes, de crises sanitaires et d'une forte disparité de développement donne lieu à une action humanitaire fragmentée entre les acteurs, les temporalités et les secteurs opérationnels de l'aide. Dans cette perspective, la coopération devient un mot clef et avec elle, la compréhension de l'articulation entre les différentes strates d'action, de financement et de décision. Par ailleurs, si la spécificité de la région ne tient pas forcément de sa typologie géographique, l'absence de conflit déclaré peut occulter les défis humanitaires qui s'imposent et circulent d'un pays à l'autre dans le domaine de l'accès aux soins, de l'eau et la nutrition, sur la question des migrations. Nous cherchons alors à mieux comprendre le contexte historique, national et régional pour appréhender les crises et leurs réponses.

- **La préparation aux crises entre enjeu humanitaire et de développement; perspective (s) de l'Union européenne**
Michele ANGELETTI – Assistant technique pour la Direction générale ECHO pour la région Afrique australe et l'océan Indien et Stéphanie DRUGUET – Chargée de coopération internationale pour la DG International Partnership Délégation de l'Union européenne de Maurice / Seychelles
- **Enjeux de santé, enjeux humanitaires ? Réalités et défis pour les acteurs**
Charlotte DEZE - Conseillère régionale en santé mondiale - Ambassade de France à Tananarive
- **La Croix-Rouge malagasy face aux crises et aux vulnérabilités**
Andoniaina RATSMAMANGA - Secrétaire générale Croix-Rouge malagasy
- **Réalités de l'économie sociale et solidaire et de l'humanitaire dans l'océan Indien. Les multiples dimensions d'une transition.**
Ben ZEGHADI – Délégué général CRESS de Mayotte et Délégué national d'ESS France

Les tables rondes

Jeudi 1^{er} juillet

14.00 - 15.45 Table Ronde n°2 « Organiser la coopération régionale : un enjeu humanitaire »

- **Modératrices :** Christiane RAFIDINARIVO - Docteure Habilitée à Diriger des Recherches en Science Politique, LCF université de La Réunion / CEVIPOF Sciences Po / AOISP et Anne-Françoise ZATTARA-GROS - Chargée de mission Europe relations internationales et coopération régionale (VPEICR) de l'université de La Réunion

Si les profils climatiques et épidémiologiques des îles se rapprochent, leurs niveaux de développement économique diffèrent fortement, leurs modes de gouvernance des risques et catastrophes ne sont pas les mêmes et leurs différences culturelles sont très marquées. La région est donc confrontée à des aléas similaires, mais les réponses de coopération régionale apportées ainsi que leurs objectifs peuvent différer d'une île à l'autre. Qui sont les acteurs de cette réponse ? Quelles sont les formes de coopération régionale actuelles et à venir et les moyens mobilisables ? Comment se coordonnent-ils ?

- **La coopération régionale institutionnelle au service des populations de la zone Océan Indien : dispositif actuel et perspectives d'avenir.**
Laurent AMAR – Conseiller diplomatique du Préfet, Officier de liaison auprès de la Commission de l'océan Indien
- **Dialogue avec une large palette de parties prenantes publiques et civiles dans toutes îles du sud-ouest Océan Indien. Les différentes temporalités de l'urgence humanitaire et le temps plus long du développement.**
Nicolas MEISEL – Economiste principal de la Direction régionale océan Indien de l'Agence Française de Développement
- **Après 20 années de coopération régionale au service des populations, quelles leçons apprises et quelle évolution face aux nouveaux défis ?**
Christian PAILLER - Chef de délégation de la Plate-forme d'intervention régionale océan Indien
- **Quel accompagnement des acteurs régionaux à l'effort humanitaire dans un environnement / contexte insulaire ?**
Gina BONNE – Chargée de mission, Commission de l'océan Indien

Les tables rondes

Jeudi 1^{er} juillet

16.00 - 17.45 Table ronde n°3 «L'institutionnalisation de la réponse aux catastrophes : pari réussi ? »

- **Modératrices** : Marie FABIEN – Coordinatrice programme régional à la PIROI et Gaia FEBVRE – Juriste en droit international

Les bureaux nationaux de gestion des risques de catastrophe sont devenus les pierres angulaires du système de réponse aux vulnérabilités climatiques. Or les pays de la zone du sud de l'océan Indien n'ont pas les mêmes cadres de référence concernant le fonctionnement de leurs institutions. Malgré des améliorations au cours des dernières années, plusieurs pays de la zone doivent encore renforcer leur(s) législation(s) pour gérer plus efficacement les risques et les impacts des catastrophes et se coordonner avec la société civile.

- **L'intégration des dimensions juridique et opérationnelle en matière de réponse aux catastrophes : une tendance structurante de la coopération internationale**
Olivier DUPERE – Maître de conférences en droit public à l'université de La Réunion (Centre de Recherche Juridique, E.A. 14)
- **Le rôle du droit et de la politique dans la facilitation des opérations de réponse internationale**
Isabelle GRANGER - Coordinatrice régionale Programme du droit relatif aux catastrophes, FICR
- **La réponse à une catastrophe passe par la réponse logistique. Exemple du HUB Logistique de La Réunion pour répondre à une catastrophe majeure à Mayotte**
Lieutenant-colonel Stéphane DRENNE – adjoint militaire du CEMIZ et chef du bureau Gestion de crise
- **La Gestion des Risques de Catastrophes aux Comores : Etat des lieux et perspectives**
Madihali MOHAMMED DJOUNEID - Conseiller technique à la Direction générale de la sécurité civile



Les tables rondes

Vendredi 2 juillet

9:30 - 11:15 Table ronde n°4 «Accès à la santé et réponse aux épidémies : approche communautaire et santé publique »

- **Modératrices :** Alessia LEFEBURE – Docteure en sociologie et directrice des études à l'EHESP et Amber CRIPPS – Anthropologue et consultante indépendante

La réponse à l'urgence sanitaire repose sur deux piliers complémentaires dans la région : l'approche communautaire et la santé publique. Madagascar et les Comores, notamment, misent sur la santé communautaire pour aider à atteindre leurs objectifs en matière de santé, tandis que la France se tourne vers son système de santé publique. Quelles en sont les conséquences ? Comment ces approches sont-elles perçues par les bénéficiaires ? Quel est le rôle de la recherche dans leur mise en œuvre ?

- **Le recours aux soins communautaires à Madagascar : place et conséquences**
Marilyn-Victoire RAZAKAMANANA – Docteure en Économie
- **Participation et engagement communautaire dans la lutte contre le COVID-19 à Madagascar**
Jean-Claude RAKOTOMALALA - Président de la plateforme COMARESS et Vice-président du réseau des OSC de l'Afrique Francophone pour la vaccination (L'OAFRESS)
- **L'engagement communautaire dans le cadre de la vaccination aux Comores**
Daniel ALI SOUMALI - Secrétaire général Croissant-Rouge Comorien
- **L'impact de la COVID-19 sur le maintien des soins des personnes détenues atteintes de VIH et/ou tuberculose à Madagascar**
Chiarella MATTERN - Anthropologue rattachée à Institut Pasteur Madagascar

Les tables rondes

Vendredi 2 juillet

11:30 - 13.00 **Table Ronde n°5 « L'acquisition d'une culture du risque pérenne par les populations : limites et leviers d'action »**

- **Modérateur:** Eric SAM VAH - Adjoint au chef de délégation à la PIROI

La perception des risques naturels ainsi que des risques sanitaires par les populations est au cœur des préoccupations des acteurs publics et associatifs. Ces derniers se heurtent en effet souvent à des obstacles de communication avec les habitants, dont ils ne partagent pas toujours la langue et la culture et dont les problématiques de survie quotidienne peuvent parfois reléguer la question des risques naturels au second plan.

- **Aspects psychosociaux de la résilience : étude sur la mémoire de catastrophes à la Réunion; “La mémoire de catastrophes comme levier de résilience”**
Francisca ESPINOZA – Docteure en Sociologie
- **Approche socio-anthropologique sur la perception des risques naturels à Mayotte**
Emmanuel Souffrin et Amber Cripps– ESOI (Etudes ethnosociologiques de l'océan Indien)
- **La culture du risque chez les jeunes de Maurices et de Rodrigues - une approche participative basée sur l'évaluation des vulnérabilités et des capacités**
Navin Mahadoo – Chargé des Programmes et responsable de la Gestion des catastrophes (GRC) à la Croix-Rouge de Maurice.
- **L'enseignement des risques majeurs et la formation des enseignants à la Réunion**
Isabelle FOUQUART – Coordinatrice académique risques majeurs et référente ORSEC, Académie de la Réunion

Les tables rondes

Vendredi 2 juillet

14.00 - 16.00 Table ronde n°6 « Les sciences au service de l'action humanitaire : comment renforcer les liens entre les acteurs scientifiques et opérationnels dans l'océan Indien ? »

- **Modératrices :** Pascale CHABANET – Représentante de l'IRD à La Réunion et Françoise FROMAGEAU – Médecin et vice-présidente Fondation Croix-Rouge française

Le partage régional des ressources et données scientifiques avec les acteurs de terrain est essentiel pour organiser l'action humanitaire. Les réseaux de surveillance climatique et épidémiologique permettent la mise en place des réponses aux risques potentiels de manière rapide et efficace. Le partage des connaissances, en matière de vulnérabilité par exemple, permet également la mise en œuvre de politiques adéquates.

- **Les défis en matière de veille et de prévision cyclonique dans l'océan indien : mieux retranscrire les impacts des cyclones tropicaux et les incertitudes associées, et mieux communiquer vers le grand public et les gestionnaires de crise sur les dangers associés**

Emmanuel CLOPPET – Directeur interrégional de Météo-France pour l'océan indien

- **Mettre en lumière les populations vulnérables au risque de pollution de l'eau à Mayotte : enjeux d'identification et de traduction**

Aude STURMA – Docteure en sociologie, associée au CERTOP, Centre d'études et de recherche travail, organisation pouvoir

- **Between data and action: innovations from the Kenyan Red Cross**

Halima SAADO ADBILAH – Directrice des recherches, ICHA (International centre for humanitarian affairs) de la Croix-Rouge kenyane

- **Les défis du transfert de connaissances scientifiques. Réflexions à partir d'un projet en cours à Madagascar**

Dolores POURETTE – Docteure en anthropologie, IRD, UMR CEPED, Centre populations et développement, Paris



Cérémonie d'ouverture

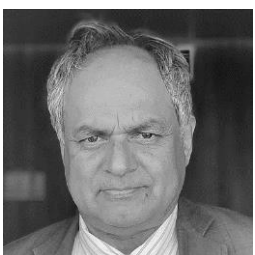
Conférence internationale de la Fondation Croix-Rouge française — 1er juillet 2021



M. Marcel ESCURE

Ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'Océan Indien

Titulaire d'une maîtrise de lettres classiques, Marcel Escure est diplômé de l'IEP de Bordeaux et de l'ENA (1988). Nommé et titularisé en qualité de secrétaire des Affaires étrangères à sa sortie, il devient premier secrétaire à Lima jusqu'en 1991. Par la suite, il est nommé rédacteur des affaires financières à l'administration centrale, avant d'occuper différents postes à Phnom Penh (1994-1996), Beyrouth (1996-1998), Dakar (2002-2005), Abidjan (2005-2007), Dar Es Salam (2011-2014), Lagos (2015), Niamey (2015-2019) et dans l'Océan Indien (2019). Marcel Escure est chevalier de l'ordre national du Mérite et de la Légion d'honneur.



Pr Vêlayoudom MARIMOUTOU

Secrétaire générale de la Commission de l'Océan Indien

Docteur en sciences économiques de l'EHESS, le Professeur Vêlayoudom MARIMOUTOU est secrétaire général de la COI (commission de l'océan Indien). Il a précédemment occupé des postes clés tels que recteur de la région académique La Réunion, chancelier des Universités, directeur de l'Institut d'Économie publique, directeur de l'Institut français de Pondichéry, directeur de l'USR CNRS « Savoirs et Mondes Indiens », directeur scientifique adjoint du CNRS (INSHS), directeur du GREQAM UMR CNRS6579 et doyen de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'université Montesquieu Bordeaux 4. Le Pr Marimoutou est commandeur dans l'ordre des Palmes académiques et chevalier de la Légion d'honneur.



M. Jean-Christophe COMBE

Directeur général de la Croix-Rouge française

Diplômé de l'IEP de Paris en 2005, Jean-Christophe Combe commence sa carrière au Sénat en 2003, en tant que conseiller technique. Il rejoint en 2006 le cabinet Deloitte et Associés en tant que collaborateur audit — secteur public. Il devient en 2007 directeur du cabinet du député-maire de Châlons-en-Champagne, avant d'exercer les mêmes fonctions auprès du maire de Saint-Germain-en-Laye, à partir de 2009. En 2011, il prend la direction du cabinet du président de la Croix-Rouge française, Jean-François Mattei. Nommé en 2012 directeur de l'engagement et de la vie associative, il est promu en 2015 directeur général adjoint en charge des directions opérationnelles et de l'organisation. Il est nommé directeur général par intérim de la Croix-Rouge française en octobre 2016 et depuis juin 2017 directeur général.



Mme Pascale CHABANET

Représentante de l'IRD à La Réunion

Pascale Chabanet est directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement et représentante de l'institut à La Réunion. Docteure en écologie marine, ses recherches sont centrées sur les impacts des perturbations naturelles ou anthropiques sur l'habitat corallien et les populations de poissons associées. HDR depuis 2005, ses travaux scientifiques sont aujourd'hui essentiellement appliqués à la gestion des récifs coralliens et de leurs ressources abordées par le biais de la science de la durabilité. Elle s'est engagée tout au long de sa carrière à former des étudiants et à opérer un transfert de connaissances vers les gestionnaires, ONG, et le grand public en général.



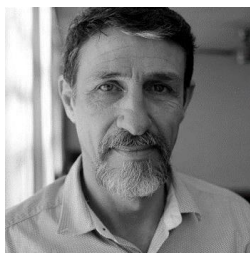
M. Frédéric MIRANVILLE

Président de l'université de La Réunion

Titulaire d'un DEA de mécanique-énergie et d'un doctorat en physique du bâtiment de l'Université de La Réunion, il est nommé maître de conférences en 2004, puis maître de conférences HDR en 2009. De 2006 à 2008, il est vice-doyen en charge des formations à l'UFR des sciences de l'homme et de l'environnement. Chargé de mission insertion professionnelle de 2007 à 2008, puis vice-président chargé des relations extérieures et de l'insertion professionnelle de 2008 à 2012, il est nommé professeur des universités de première classe en 2013. Conseiller au CESER de La Réunion, il est également élu du CA de la Conférence des Présidents d'Université (CPU) depuis 2018. En 2016, il prend la présidence de l'université de La Réunion et est réélu en 2021.

Cérémonie de clôture

Conférence internationale de la Fondation Croix-Rouge française — 2 juillet 2021



Pr Gilles LAJOIE

Président du Conseil académique de l'université de La Réunion

Professeur des universités en géographie à l'université de La Réunion, Gilles Lajoie préside son Conseil académique depuis 2016, après avoir été délégué régional à la recherche et à la technologie pour La Réunion et Mayotte de 2008 à 2015. Après avoir soutenu une HDR en modélisation et recherches urbaines, il a dirigé huit thèses depuis 2012. Le professeur Lajoie est membre du conseil d'administration de l'IRD depuis 2019. Régionalement, il a représenté les grands organismes de recherche (CIRAD, IRD, CNRS, INSERM, IPGP) au sein du Conseil économique, social et environnemental de 2016 à 2018, et au sein du Conseil de l'agriculture, de l'éducation et de l'environnement depuis 2019. Depuis 2021, dans le but de resserrer les liens entre le monde de la recherche et le monde économique, il occupe la fonction de vice-président de la technopole de La Réunion.



Dre Françoise FROMAGEAU

Vice-présidente de la Fondation Croix-Rouge française

Médecin à Pont-l'Abbé en Bretagne depuis 1980, Françoise Fromageau a un long engagement au sein de la Croix-Rouge, d'abord localement à Pont-l'Abbé, où elle a présidé l'unité locale pendant 12 ans, puis au département du Finistère, enfin à la région Bretagne qu'elle préside depuis mars 2017. En 2004, elle est élue administratrice nationale de la Croix-Rouge française. En 2013, elle en devient secrétaire nationale, en tant que présidente de la commission des statuts et du bénévolat, poste qu'elle gardera jusqu'en 2017. Nommée en décembre 2013 au Haut conseil de la vie associative, elle est présidente de l'association MONALISA (Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés), membre du Conseil national de lutte contre l'exclusion et membre du conseil d'administration de l'ANSA (Agence nationale des solidarités actives). Elle a été élue vice-présidente de la Fondation Croix-Rouge française par son conseil d'administration en 2017.



Mme Florine CLOMEGAH

Directrice adjointe pour l'Afrique de la FICR

Florine Clomegah is the IFRC Deputy Director for the Africa Region. She is a driven and focused leader with significant experience in managing relations and operations in international organisations and in overseeing large, medium- and small-scale programmes involving a wide array of stakeholders, including donors, partners, and employees. Prior to joining IFRC, she was the Director of Operations at the African Initiatives for Relief and Development (AIRD) - an African International NGO based in Uganda. In this capacity, she led operations covering ten countries across West, Central, East and Southern Africa. Prior to joining AIRD, Florine held leadership roles at the Worldwide Women's Forum, the International Rescue Committee, the International Women's Initiative, and GIABA (an executive agency of the Economic Community of West African States). In these organisations, she leveraged her management and strategic expertise to supervise complex operations, projects, and programmes. A long-time humanitarian, Florine enjoys volunteering and is keen to help and serve others.



M. Jacques BILLANT

Préfet de La Réunion

Monsieur le préfet Jacques Billant est issu de l'École spéciale militaire Saint-Cyr et diplômé d'état-major. À l'issue de onze ans passés sous les drapeaux, il intègre le corps des sous-préfets en 1999 et exerce dans les départements de la Haute-Savoie (1998-2000), des Vosges (2000-2002) et des Alpes-Maritimes (2007-2008). Durant cette période, il est également nommé chef de cabinet ministériel à double reprise, d'abord auprès de la ministre déléguée à l'Intérieur (2005-2007), puis au — près de la Garde des Sceaux, ministre de la Justice (2008-2009). Il est ensuite nommé préfet de l'Ariège (2009-2011), puis de la Dordogne (2011-2014). En 2014, il devient préfet de la Guadeloupe et représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, avant d'être nommé préfet du Puy-de-Dôme en 2017. En 2018, il rejoint le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation en tant que directeur de cabinet du ministre. Il exerce les fonctions de préfet de La Réunion depuis juin 2019.

Les intervenants



Laurent AMAR : Laurent Amar occupe depuis le 1^{er} décembre les fonctions de conseiller diplomatique auprès du préfet de La Réunion et d'adjoint de l'Ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'océan Indien. En sa qualité de chef de la mission diplomatique, Laurent AMAR assurera également les fonctions d'Officier permanent de liaison (OPL) français auprès de la Commission de l'océan Indien (COI). Après une formation à l'École Nationale d'Administration, il a exercé les fonctions de Responsable des relations UE/ACP et euro-méditerranéennes au ministère des Affaires étrangères, de Chef du secteur Élargissement de l'Union européenne au Secrétariat Général du Comité Interministériel pour les questions européennes, de Directeur des affaires européennes et internationales au Conseil supérieur de l'audiovisuel, de Sous-directeur des stratégies du développement au ministère des Affaires étrangères et européennes, de Conseiller diplomatique de la ministre de l'Écologie, du développement durable, des transports et du logement, de Directeur adjoint du Département Asie puis du Département Afrique de l'Agence française de développement et de Consul Général au Cap (Afrique du Sud).



Michele ANGELETTI : Michele Angeletti est fonctionnaire européen, en poste comme Assistant technique pour la DG ECHO pour la région « Afrique australe et l'océan Indien » (bureau de Pretoria, Afrique du Sud). Il est responsable des projets financés par ECHO dans 7 pays de l'Afrique australe et de l'océan Indien (parmi eux Maurice, les Seychelles et les Comores), dont les projets de préparation aux risques de catastrophes. Michele Angeletti travaille depuis plus de 23 ans dans le domaine de l'aide humanitaire et de la coopération au développement. Il a géré des opérations multisectorielles pour des ONG dans 18 pays africains.



Gina BONNE : Agronome spécialisée dans la protection des végétaux, Gina Bonne a 27 ans d'expérience professionnelle dans les secteurs du développement, dont 12 à des postes de direction au ministère de l'Agriculture des Seychelles et 15 à la Commission de l'océan Indien dans des domaines variés (agriculture, pêche, pollution marine, écologie, climat et réduction des risques de catastrophe). Professionnelle de la coopération régionale, Gina Bonne a des compétences dans l'animation de forum, l'élaboration et la gestion de projets et de programmes régionaux, multidisciplinaires et multi-bailleurs. Elle a également noué des partenariats avec de nombreuses organisations régionales et internationales. Elle parle anglais, français et russe.



Pascale CHABANET : Pascale Chabanet est directrice de recherche à l'IRD et représente de l'institut à La Réunion. Docteure en écologie marine, ses recherches sont centrées sur les impacts des perturbations naturelles ou anthropiques sur l'habitat corallien et les populations de poissons associées. Habilitée à diriger des recherches depuis 2005, ses travaux scientifiques sont aujourd'hui essentiellement appliqués à la gestion des récifs coralliens et de leurs ressources abordées par le biais de la science de la durabilité. Elle s'est engagée tout au long de sa carrière à former des étudiants et à opérer un transfert de connaissances vers les gestionnaires, ONG, et le grand public en général.



Emmanuel CLOPPET : Agronome de formation et ingénieur en Chef des Ponts, des eaux et des forêts, Emmanuel Cloppet a successivement assuré au sein de Météo-France, les fonctions de responsable du pôle de Météorologie agricole, de Directeur interrégional pour l'océan Indien et de Directeur central des activités commerciales. Membre du Comité de direction générale, il a assuré le pilotage de l'activité commerciale et de la stratégie digitale pour les professionnels et le grand public. Il assume depuis 2019 la fonction de directeur interrégional pour l'océan Indien. Représentant de Météo-France sur sa zone de compétence (La Réunion, Mayotte et territoires des Terres australes et antarctiques françaises), il assure également les responsabilités de directeur du Centre Régional Spécialisé pour les Cyclones Tropicaux (responsabilité confiée à Météo-France depuis 1993 par l'Organisation météorologique mondiale) et de président du Comité des cyclones tropicaux pour la Région Afrique. Cette instance réunit les 15 pays de l'Afrique australe et de la zone océan Indien exposés au risque cyclonique.



Amber CRIPPS : Amber Cripps est anthropologue et humanitaire avec une expérience en recherche qualitative et interventionnelle. Son travail s'oriente notamment autour de l'identification des déterminants socioculturels des comportements, et l'utilisation de techniques participatives et inclusives. Cette approche vise une réelle écoute des bénéficiaires pour orienter l'action et permettre une plus grande implication et appropriation locale des interventions. Depuis plus de 15 ans, elle travaille auprès d'ONG sur des projets communautaires en Asie, en Afrique et dans l'océan Indien, dans le domaine de la santé, de la protection environnementale, et des risques naturels.



Charlotte DÉZÉ : Médecin de santé Publique diplômée de l'université catholique de Louvain en Belgique et de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, Charlotte Dézé a travaillé pendant 15 ans au sein des ONG Médecins du Monde et Solthis dans plus de 10 pays d'Afrique, principalement comme coordinatrice médicale et chef de mission. Depuis 4 ans, Charlotte Dézé est Conseillère régionale en Santé mondiale à l'Ambassade de France de Madagascar, d'où elle couvre la zone sud-ouest de l'océan Indien. Elle assure ainsi le suivi et le déploiement des actions françaises de coopération sanitaire multilatérales, bilatérales et régionales, promeut la stratégie de la France en santé globale et valorise l'expertise française en santé et recherche.



Stéphane DRENNE : Officier issu de l'École Spéciale Militaire de St-Cyr, Stéphane Drenne a réalisé son parcours professionnel au sein des formations militaires de la Sécurité Civile. Après 7 ans en unité d'intervention à Brignoles où il a pu intervenir sur différentes catastrophes (Fukushima, tempêtes KLAUSS et XYNTHIA, feux de forêt en Corse, inondations de Draguignan), il s'est spécialisé dans la gestion de crise au sein de l'état-major des ForMiSC en devenant expert européen en protection civile suite à des événements majeurs (séisme en Équateur en 2016, crise EBOLA en Guinée Équatoriale en 2015). Il est actuellement adjoint militaire au chef d'état-major de zone et de protection civile de l'océan Indien et chef du Bureau Gestion de Crise de la zone sud de l'océan Indien. Il est également diplômé du Master 2 en gestion globale des risques et des crises de La Sorbonne.



Stéphanie DRUGUET : Stéphanie Druguet est chargée de coopération internationale pour la direction générale International Partnership (comme par exemple la direction générale DEVCO), auprès de la Délégation de l'Union européenne de Maurice et des Seychelles. Elle gère des programmes régionaux dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de l'environnement, du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes ; elle est également point focal ECHO. Elle a auparavant occupé des postes similaires pour les Délégation de Madagascar, des Comores et du Maroc. Stéphanie Druguet travaille depuis 20 ans dans le domaine de la coopération internationale, avec des expériences au sein d'ONG et d'un organisme international de formation et recherche.



Marc DUBERNET : 26 années passées dans le réseau de l'Agence française de développement aux fonctions opérationnelles de responsable d'un service instruisant le financement de programmes immobiliers sociaux et intermédiaires (La Réunion – 1989/1997), de chargé de mission en Afrique centrale sur les secteurs infrastructures et développement urbain (Gabon – 1997/2001), de directeur-adjoint d'une agence en outremer (Guadeloupe – 2001/2005) puis de directeur d'une agence régionale en Afrique de l'Ouest (Guinée-Sierra Leone 2005/2008) et enfin de directeur de l'agence de La Réunion (2010/2014). 6 années au siège de l'AFD en qualité d'adjoint d'une division technique spécialisée dans l'appui aux systèmes financiers et au secteur privé (2008/2010) puis d'adjoint au directeur exécutif des opérations avec la responsabilité d'une large palette de sujets opérationnels, de process et d'organisation. Depuis septembre 2018, en charge, depuis La Réunion, de la nouvelle direction régionale du groupe AFD pour l'océan Indien couvrant La Réunion et Terres australes et antarctiques françaises, Mayotte, Maurice et Seychelles, Madagascar et les Comores.



Olivier DUPÉRÉ : Docteur en droit, Olivier Dupéré est maître de conférences en droit public à l'université de La Réunion depuis 2013. Ses recherches portent sur le droit des risques naturels, qu'il cherche à saisir dans toutes ses composantes, tant de droit interne que de droit international. Ses travaux ont plus particulièrement porté, ces dernières années, sur le droit des risques telluriques (volcaniques, sismiques, etc.), littoraux (submersion marine et recul du trait de côte notamment), ainsi que sur le risque requin. Dans ces domaines, il intervient ponctuellement en qualité d'expert à la demande de divers acteurs publics. Depuis 2017, il dirige par ailleurs la *Revue Juridique de l'océan Indien*, dont l'objet est de valoriser et de favoriser l'étude scientifique des différents droits applicables dans la zone



Francisca ESPINOZA : D'origine chilienne, psychologue clinicienne de formation, docteure en sociologie clinique et psychosociologie à l'université Paris VII, Francisca Espinoza s'est intéressée au long de sa carrière au sujet de la violence, la transmission, la mémoire et les traumatismes. À la suite de sa thèse sur la transmission de l'histoire récente au Chili concernant la période de la dictature de Pinochet (1973-1989), elle intègre l'institut pour l'histoire et la mémoire de catastrophes IHMEC, dirigé par Serge Tisseron. La rencontre avec des sinistrés des catastrophes naturelles, leur détresse, mais aussi leur courage pour se reconstruire a motivé son engagement dans ce champ de recherche.



Marie FABIEN : Après plusieurs années au siège de la Croix-Rouge française, à la Direction des Relations et des Opérations internationales, Marie part dans l'océan Indien en 2017 en tant que cheffe de délégation aux Comores. A la fin de cette mission, elle rejoint l'équipe de la PIROI au poste de responsable de la formation et de la recherche. Le développement de cette nouvelle fonction correspond à la montée en puissance du PIROI Center, centre régional d'expertise, de formation et d'innovation. Aujourd'hui coordinatrice du programme régional, son rôle est de s'assurer de la bonne coordination entre les acteurs de la zone, de la mise en œuvre des projets de GRC et de la qualité de l'appui de la PIROI grâce notamment à la recherche/action.



Gaïa FEBVRE : Gaïa Febvre a réalisé sa maîtrise en droit international et politique internationale appliqués à l'université de Sherbrooke au Québec. En tant qu'assistante de recherche au sein de la PIROI, elle a notamment réalisé un inventaire comparatif des cadres normatifs applicables aux actions internationales en cas de catastrophes dans les pays du sud-ouest de l'océan Indien. Par ailleurs, elle était déléguée de son université à la COP-25 en 2019 pour laquelle elle a réalisé un travail sur la transition écologique juste. Aujourd'hui, dans la continuité de ces travaux, elle œuvre au sein du Front commun pour une transition énergétique porteuse de justice sociale au Québec.



Isabelle FOUQUART-JULIEN : Docteur en sciences - génie des procédés - nommée et promue aux palmes académiques en 2020. Cursus professionnel : a travaillé en industrie agro-alimentaire (34) – Cirad (974) – CCI (974) – université de La Réunion (974) – université de Tananarive (Madagascar) - Rectorat (974). Actuellement chargée de missions au rectorat, Isabelle Fouquart est formatrice risques majeurs naturels et technologiques, formatrice gestion de crise en établissement scolaire, et cadre participant à la gestion de crise sanitaire Covid-19. Elle est également responsable de la déclinaison des dossiers « documents académiques de gestion de crise », plan de formation sur les thématiques gestion de crise, risques majeurs, QAI.



Isabelle GRANGER : Isabelle Granger joined the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies as Global Coordinator for Legislative Advocacy in January 2017. In her current capacity, she directs the global IFRC Disaster Law Programme and supports the development of legislative advocacy initiatives by the IFRC network. Previously, Isabelle Granger served as IFRC Disaster Law Programme Coordinator for the Americas (2009-2016), and as IFRC Senior Legal Advisor to the Tsunami Operation in South-East Asia (2005-2009). Her experience also includes providing legal advice to major IFRC's disaster response operations including the Indian Ocean tsunami of 2004, the Haiti Earthquake of 2010, the Ecuador Earthquake in 2016, and the current COVID19 pandemic. Isabelle Granger earned her graduate degree in Civil Law from the University of Montreal in 1999, her Juris Doctor from the University of Ottawa in 2001, with distinction in all subjects, and her Master Degree in Business Administration from HEC Montreal in 2003. She is a registered lawyer at the Quebec Bar in Canada since 2001.



Alessia LEFÉBURE : Diplômée de Sciences Po et titulaire d'un doctorat en sociologie des organisations, Alessia Lefébure a rejoint l'EHESP en 2017. Sa carrière internationale dans l'enseignement supérieur et la recherche l'a amenée à prendre des responsabilités en Europe, aux États-Unis et en Asie. Elle a vécu six ans à New York où elle a dirigé l'Alliance, un laboratoire d'innovation en recherche et formation, entre l'université Columbia, l'Ecole Polytechnique, Sciences Po et l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Elle avait auparavant fondé et animé à Sciences Po, de 2006 à 2011, le Centre Asie-Pacifique-Afrique-Moyen-Orient, pivot de la stratégie institutionnelle de partenariat académique de l'établissement dans ces régions. Entre 2001 et 2006, elle a été en poste à Beijing, à l'université Tsinghua, où elle a ouvert et dirigé l'antenne de Sciences Po en Chine (la première à l'étranger).



Madihali MOHAMMED DJOUNEID : Mohammed Djouneid Madihali est conseiller technique à la Direction générale de la sécurité civile. Il a plus de 10 ans d'expérience dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe en tant que coordinateur national de projet en Union des Comores et/ou Expert National de projet. Actuellement, Mohamed Djouneid Madihali est Expert National du Projet " Renforcement de la résilience des Comores aux risques de catastrophes liées au changement et à la variabilité climatique (RRC)".



Navin MAHADOO : Navin Mahadoo est le chargé des programmes et responsable de la gestion des catastrophes et de la réduction des risques à la Croix-Rouge de Maurice depuis 2005. Infirmier militaire de profession, il a passé sept ans dans les forces paramilitaires de Maurice. Entre-temps se spécialise dans le domaine de la gestion des catastrophes et complète ses études en gestion des projets. Volontaire de la Croix-Rouge de Maurice depuis l'âge de 13 ans, il est recruté en tant que chargé des programmes et responsable de la gestion des catastrophes et de la réduction des risques afin de mettre en place des programmes de GRC et RRC au sein de la société nationale après le tsunami de 2004. Il a aussi été consultant pour le bureau du Premier Ministre lors de la mise en place du centre de la gestion des catastrophes de Maurice.



Thierry MALBERT : Thierry Malbert est Docteur en Anthropologie, Maître de Conférences HDR en Sciences de l'éducation à l'Université de La Réunion, membre du laboratoire LCF. Ses enseignements et recherches en anthropologie portent sur l'analyse du lien social dans la société créole réunionnaise à travers les champs de l'éducation familiale, de la parentalité, de reliances interculturelles et du dialogue inter-religieux dans le contexte des migrations de l'Océan Indien. Spécialiste de la zone Océan Indien, Thierry fut consultant auprès de la Commission de l'Océan Indien pour la mise en place de la stratégie culturelle de la COI (2012), il est par ailleurs, expert externe à l'UNESCO pour la zone Océan Indien. A présent, il assure : la direction du département des Sciences Sociales de l'université de La Réunion, la direction scientifique de l'observatoire de la parentalité à La Réunion et de l'océan Indien et les responsabilités pédagogiques du DU (Diplôme Universitaire) République et religions et du Master en Anthropologie sociale et culturelle de l'océan Indien.



Chiarella MATTERN : Chiarella Mattern est anthropologue de la santé résidant à Madagascar depuis 2008. Chiarella a soutenu sa thèse en anthropologie en 2017 portant sur l'analyse du système pharmaceutique malgache et plus précisément sur le marché informel du médicament à Madagascar. Engagée en 2012 à l'Institut Pasteur de Madagascar pour assurer la coordination de 2 projets d'études anthropologiques portant sur le paludisme, elle est depuis 2014 responsable du Service Santé & Sciences Sociales hébergé au sein de l'Unité d'Épidémiologie et de Recherche clinique. Ce service a pour vocation de conduire des recherches dans trois champs : la santé maternelle et infantile, les maladies infectieuses et la réponse des sciences sociales aux épidémies.



Nicolas MEISEL : Nicolas Meisel a travaillé 6 ans à l'OCDE sur la gouvernance publique et la gouvernance d'entreprise. Entré à l'AFD en 2005, il a été en charge de la modélisation et du suivi macro-économique des pays de la Zone franc, a coordonné différents programmes de recherche sur l'économie politique de la croissance de long terme, les systèmes financiers, la mesure des institutions et de la soutenabilité. Il a monté et animé des dialogues de politique publique avec les gouvernements du Sénégal, d'Afrique du sud, d'Ethiopie, écrit ou coordonné plusieurs articles et ouvrages, et mené une activité d'enseignement à HEC. Responsable du pôle Economie-Stratégie du département Amérique latine entre 2015 et 2019, il a accompagné l'extension du réseau de l'AFD et renforcé son positionnement dans la région. Il est depuis octobre 2019 économiste de la direction régionale océan Indien de l'AFD, en charge des enjeux de prospective, climat et résilience à long terme.



Christian PALLIER : Engagé depuis 30 ans à la Croix-Rouge, en mission internationale avec la Fédération CR/CR dans différents pays d'Afrique et de l'océan Indien sur des opérations d'assistance aux réfugiés, de réponse aux catastrophes puis sur le développement organisationnel des Sociétés nationales. Dirige depuis 2001 la Plateforme d'Intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) de la Croix-Rouge française qui mène un programme de gestion des risques et des catastrophes en partenariat avec les sociétés nationales membres (Comores, Madagascar, Tanzanie, Mozambique, Seychelles, Maurice, France- Réunion - Mayotte) ainsi que les instances du Mouvement (FICR et CICR), en coopération avec les représentations gouvernementales, notamment à travers un partenariat actif avec la Commission de l'Océan Indien.



Dolorès POURETTE : Dolorès Pourette est anthropologue de la santé à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et membre de l'UMR Ceped (IRD, université de Paris, INSERM). Ses recherches portent principalement sur les questions de santé et de migration (VIH, hépatite B) et sur la santé des femmes (cancers féminins, santé reproductive). Elle a également travaillé sur les violences de genre. Elle mène ses recherches dans l'océan Indien (Madagascar, La Réunion), en Afrique de l'Ouest et en France. Dernier ouvrage : Pourette D., Mattern C., et al. (eds), Femmes, enfants et santé à Madagascar. Approches anthropologiques comparées (2018, L'Harmattan).



Christiane RAFIDINARIVO : Christiane Rafidinarivo est Docteure Habilitée à diriger des recherches en Science Politique, université de La Réunion et Docteure en Science politique, université de Toulouse. Elle est Présidente du Conseil Scientifique de l'Institut d'études politiques Madagascar où elle est Professeure associée en Science politique, relations internationales et géopolitique. Elle est Chercheure associée au Laboratoire de recherche sur les espaces Créoles et Francophones de l'université de La Réunion et chercheure invitée au Centre de recherche politique CEVIPOF de Sciences Po Paris. Elle est Présidente de l'Association océan Indien de Science politique. Ses deux principaux axes de recherches sont la Science politique des conflits et les Solidarités. Elle est spécialiste de l'océan Indien.



Jean Claude RAKOTOMALALA : Médecin de formation, spécialiste en Santé publique et Santé Communautaire. Il est le président de la plateforme COMARESS qui est un regroupement des organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la Santé à Madagascar. Il est le deuxième vice-président du réseau des OSC de l'Afrique francophone pour la vaccination (l'OAFRESS). D'ailleurs, il a toujours mené des actions en faveur de la lutte contre les maladies transmissibles, la santé de la mère et de l'enfant. De plus, il a travaillé depuis 1993 au profit de la communauté avec l'ONG ASOS dont il est actuellement le directeur exécutif.



Andoniaina RATSIMAMANGA : Andoniaina Ratsimamanga se considère comme une employée très prospère dans des organisations bien établies comme la Banque mondiale, Concern Worldwide, Cordaid, USAID, et quand elle a rejoint le Mouvement de la Croix-Rouge et des Croissants-Rouges, elle a appris et grandi dans son travail, pour avoir accroître ses responsabilités et ses compétences. En tant que professionnelle humanitaire, elle est fière de voir sa contribution comme une réelle valeur ajoutée pour l'équipe, pour l'institution et pour s'épanouir dans le développement de la communauté. Dans son rôle de Secrétaire générale de la Croix-Rouge Malagasy, ses responsabilités nécessitent le développement d'efforts et d'activités collectifs pour rendre la communauté plus résiliente face aux diverses crises humanitaires. Dans son rôle de Secrétaire générale de la Croix-Rouge Malagasy, elle aspire à être influente en mobilisant des engagements. En dehors de la Croix-Rouge Malagasy, elle aide des associations caritatives individuellement dans la prise en charge des enfants malades, des personnes en situation d'handicaps, s'ils sont dans le besoin. Diplômée en DEA en géographie (5 ans d'études universitaires).



Marilys-Victoire RAZAKAMANANA : Docteur en économie de la santé de l'université Clermont Auvergne, France, Marilys-Victoire Razakamanana est chef du département économie à l'université catholique de Madagascar (UCM) et enseignant-chercheur à l'université d'Antananarivo. Elle est rattachée au Centre de recherche pour le développement (CRD) de l'UCM. Elle a bénéficié de la bourse postdoctorale de la Fondation Croix Rouge Française en 2019 et ses études portaient sur l'accès aux soins communautaires à Madagascar. Ses recherches portent essentiellement sur le capital humain, le financement de la santé, l'accès aux soins, analyse d'impacts de projets et analyse des effets macro et microéconomiques des maladies.



Halima SAADO ABDILLAH : Halima Saado Abdillahi is the Head of Research and Learning at the International Center for Humanitarian Affairs (ICHA). She has over 10 years' research experience in generating data and information through research that is relevant to communities dealing with situations that call for humanitarian, resilience building and development action. Halima Saado Abdillahi has four years of experience with the RCRC Movement. She previously held roles as Senior Research Scientist and Head of Economic Botany Section at the National Museums of Kenya, Lecturer in Climate Change and Adaptation at the University of Eldoret, Kenya, and Tutorial Fellow at the University of KwaZulu-Natal, South Africa.



Eric SAM-VAH : Eric Sam-Vah est chef de délégation adjoint de la PIROI (Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien), outil de la Croix-Rouge française basé à l'île de La Réunion et qui mène un programme régional de gestion des risques de catastrophes naturelles et sanitaires et d'adaptation au changement climatique dans le sud-ouest de l'océan Indien. Il intervient depuis 2010 aux Comores, à Madagascar, à Maurice, à Mayotte, au Mozambique, aux Seychelles et en Tanzanie sur des projets de réduction des risques de catastrophes ainsi que lors d'opérations d'urgence. Diplômé de l'université de La Réunion et de l'université du Québec à Montréal, il a travaillé auparavant en tant que délégué pour la Croix-Rouge française en Asie du sud-est (Thaïlande, Cambodge, Indonésie) ainsi que dans le secteur privé au Cambodge, en Chine et à La Réunion.



Emmanuel SOUFFRIN : Emmanuel Souffrin est impliqué depuis 1990 dans de nombreuses études, recherches, évaluations, formations à caractère ethnologiques et sociologiques plus particulièrement à La Réunion, à Mayotte, aux Comores et à Madagascar pour des collectivités, des entreprises associatives, des ONG ou des services de l'État. Il est docteur en anthropologie (1991), titulaire d'une maîtrise en psychologie sociale (1988), chercheur indépendant et chargé de mission de 2011 à mai 2015 pour l'animation du Pôle de recherche et d'étude pour la formation et l'action sociale (PREFAS). Emmanuel Souffrin est enseignant en psychologie et en anthropologie au CNAM, à l'IAE et à l'IRTS pour des étudiants et des professionnels et, dans le cadre d'un Master de sciences sociales appliquées au développement, à l'UCM de Madagascar en partenariat avec l'IRD. Il est également expert en sciences sociales auprès du réseau SAOME OI, évaluateur d'actions et de politiques publiques et, depuis 2009, dans le cadre d'une habilitation de l'HAS-ANESM des établissements médico-sociaux. Il participe à des programmes de recherche-action privilégiant les observations et les entretiens, en partenariat avec des équipes pluridisciplinaires.



Aude STURMA : Sociologue de l'environnement, chercheuse associée au Centre d'études et de recherche travail, organisation pouvoir à Toulouse, Aude Sturma s'intéresse au lien entre santé et environnement, plus particulièrement aux interactions complexes entre normes environnementales, organisation sociale, pouvoir politique local et système institutionnel. A travers ses différents terrains de recherche (académique) et d'expertise notamment réalisés dans l'océan Indien, elle a porté son regard sur le lien entre gouvernance locale de l'eau et la précarité sanitaire. Aujourd'hui, la question de l'accès à l'eau pour les publics précaires devient centrale dans ses recherches dans un contexte de changement climatique et d'exacerbation des risques sanitaires qui en résulte.



François TAGLIONI : François Taglioni est Professeur des universités à l'université de La Réunion. Il est actuellement directeur du Master de « Géographie, aménagement, environnement et développement » UFR LSH, université de La Réunion ; membre élu du comité national de la recherche scientifique du CNRS (CoCNRS), en section 39 ; Directeur du « Diplôme universitaire (DU) d'Ethnomédecine », UFR Santé, université de La Réunion. Il travaille sur la thématique des risques sanitaires et animal ainsi que sur la santé environnementale. Ses recherches étudient ainsi l'espace du risque sanitaire. Elles interrogent les degrés de vulnérabilité des espaces insulaires face aux maladies émergentes dans un contexte économiquement et sanitaire sensible. Risques sanitaires, gestion des crises, émergence des maladies infectieuses et vulnérabilité des sociétés sont donc croisés dans une démarche transdisciplinaire. Ses recherches interrogent également les dynamiques territoriales des petits espaces insulaires dans le monde.



Virginie TROIT : Virginie Troit est la directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française. Elle a rejoint la Fondation après 8 ans d'expérience au sein d'ONG locales et internationales (Médecins sans Frontières, Handicap International) et une carrière de 9 ans au sein d'entreprises transnationales. Elle est membre du conseil d'administration de l'International Association of Humanitarian Studies et du comité de la revue Alternatives Humanitaires. Titulaire d'un master en management (TBS), d'un master en science politique (Université Panthéon-Sorbonne), d'un diplôme interuniversitaire d'éthique et pratiques médicales (Université Aix-Marseille), et poursuit ses recherches en relations internationales (CERI/Sciences Po-CNRS).



Anne-Françoise ZATTARA-GROS : Titulaire d'un doctorat de l'université de La Réunion, Anne-Françoise Zattara est Professeure en droit privé. Ses travaux de recherche, qui portent sur la place et le rôle du droit dans le développement en particulier économique, sont enrichis d'une dimension de droit comparé, s'intéressant aux différents systèmes juridiques et droits des pays de la zone sud-ouest de l'océan Indien. Habilitée à diriger les recherches (2004), elle a encadré de nombreux programmes de recherche régionaux et internationaux. Vice-présidente en charge des relations internationales et de la coopération régionale de 2016 à 2020, elle est actuellement chargée de mission Europe, relations internationales et coopération régionale. Elle a exercé différents mandats politiques au niveau local, national (Campus France, réseau VPRI) et international (AUF). Elle est aussi membre de nombreux conseils d'administration (Club export), de différents réseaux internationaux (RETI, DG2) et correspondante d'institutions internationales et nationales.



Ben Amar ZEGHADI : Au cours des 20 dernières années, Ben Amar Zeghadi a acquis une expérience significative dans la conduite de projets à forts enjeux sociétaux en concevant et pilotant des actions et programmes inscrits dans l'économie sociale et solidaire en France et à l'étranger (Sénégal, Algérie, Espagne, Palestine, etc.) sur des sujets aussi divers que la protection de l'enfance, l'asile politique, la réinsertion sociale ou la question sanitaire. Dirigeant pendant plusieurs années de la plus grosse association de lutte contre l'exclusion à Mayotte (Tama - Groupe SOS), il cofonde la CRESS de Mayotte en 2014 et en prend le poste de délégué général en 2016. ESS France lui confie en juin 2020 une Délégation nationale aux outre-mers. Cette dernière assure une mission d'appui et d'animation des CRESS ultramarines. Elle représente également l'ESS en outre-mer au sein des instances et réseaux de l'ESS et auprès des pouvoirs publics territoriaux, nationaux, européens et internationaux. Dans le cadre de sa fonction de Délégué national, Ben Amar Zeghadi apporte aux territoires de la France des mers dans les trois océans, son expertise en matière de politiques publiques, de gouvernance, de leadership et de gestion des entreprises de l'ESS.

Co-organisateurs et partenaires

FONDATION
croix-rouge française
| Pour la recherche humanitaire et sociale



La Fondation Croix-Rouge française

La Fondation de la Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée à la recherche en sciences humaines dans les champs humanitaire et social. Elle porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique, la réflexion éthique et l'innovation sociale, dans l'objectif d'améliorer les pratiques et ainsi faire avancer l'action au service des plus vulnérables. Son action se déploie autour de 3 missions principales :

- Soutenir à la recherche, par l'attribution de bourses et de prix
- Valoriser les travaux de recherche, à travers une palette de publications diversifiée
- Susciter le débat, par l'organisation d'événements scientifiques en France comme à l'étranger

Plus d'informations sur le site de la Fondation :
www.fondation-croix-rouge.fr



La PIROI de la Croix-Rouge française

La Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) est un outil de la Croix-Rouge française rattaché à la Direction des relations et des opérations internationales (DROI) qui mène depuis 2000 un programme régional de gestion des risques de catastrophes (GRC) dans la zone sud-ouest de l'océan Indien. La PIROI est composée de différents membres du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Comores, France, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles, Tanzanie). Basée à La Réunion, elle permet de concentrer les compétences et les moyens au plus près des zones vulnérables et ainsi d'augmenter la réactivité et la flexibilité face aux catastrophes.

Plus d'informations sur le site de la PIROI :
piroi.croix-rouge.fr

Co-organisateurs et partenaires



L'IRD Réunion

Institution française publique de recherche, l'IRD défend un modèle original de partenariat scientifique équitable avec les pays du Sud et une science interdisciplinaire et citoyenne, engagée pour la réalisation des Objectifs de développement durable. L'IRD s'est installé à La Réunion en 1987 avec le premier programme de suivi de l'environnement marin lié au développement de la pêche thonière française dans l'océan Indien. Au fil des années et des programmes, les équipes se sont étoffées pour répondre aux différentes problématiques du territoire et de la région.

Plus d'informations sur le site de l'IRD :
www.ird.fr



L'université de La Réunion

L'université de La Réunion, créée en 1982, accueille aujourd'hui plus de 14 000 étudiants. Seule université française dans l'océan Indien, elle offre une large palette de formations afin de permettre à tous les Réunionnais de pouvoir étudier sur leur territoire. En matière de recherche, l'Université constitue la 1ère force de recherche du territoire en nombre d'emplois et a développé des activités diversifiées, en réponse aux attentes sociétales : préservation des écosystèmes naturels, gestion des risques naturels, sécurité sanitaire et alimentaire, autonomie énergétique, observatoire en Sciences humaines et sociales sur les sociétés indianocéaniques.

Plus d'informations sur le site de l'Université de la Réunion :
www.univ-reunion.fr

With the
participation of



Avec le soutien de

Fondation Croix-Rouge française

21 rue de la Vanne
92126 Montrouge Cedex
FRANCE

+33 1 40 71 16 34



www.fondation-croix-rouge.fr

contact@fondation-croix-rouge.fr

